

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
3 octobre 2019  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 2 octobre 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Au nom des Gouvernements de l'Allemagne, de l'Arabie Saoudite, de l'Égypte, des États-Unis, de la France, de la Jordanie et du Royaume-Uni, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration conjointe sur laquelle se sont entendus les ministres des affaires étrangères du Groupe restreint sur la Syrie le 26 septembre 2019 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Karen Pierce



**Annexe à la lettre datée du 2 octobre 2019 adressée au Président  
du Conseil de sécurité par la Représentante permanente  
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration conjointe des ministres des affaires étrangères  
du Groupe restreint sur la Syrie**

**Le 26 septembre 2019**

1. Nous, Ministres des affaires étrangères de l'Allemagne, de l'Égypte, des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Jordanie, du Royaume d'Arabie saoudite et du Royaume-Uni, considérant qu'il est urgent de trouver une solution politique durable pour la Syrie, sur la base de la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité, faisons la déclaration suivante.

2. La Syrie connaît sa neuvième année d'un conflit qui a fait des centaines de milliers de morts et déplacé de force des millions de personnes. Selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies, au cours des derniers mois à Edleb, plus de 1 000 civils ont été tués et plus de 600 000 ont fui leurs foyers tandis qu'écoles, hôpitaux et autres bâtiments civils ont été la cible d'attaques, ce qui a aggravé encore la situation humanitaire. Nous déplorons que les membres du Conseil de sécurité aient une fois de plus échoué à s'unir pour réclamer la protection des civils, le respect du droit international humanitaire et un accès humanitaire. Nous demeurons fermement résolus à appuyer toute mesure en ce sens et appelons à un cessez-le-feu immédiat et véritable à Edleb. L'utilisation d'armes chimiques en Syrie ne peut être tolérée. Nous exigeons également de toutes les parties qu'elles s'assurent que toutes les mesures qu'elles prennent pour lutter contre le terrorisme, y compris dans la province d'Edleb, soient conformes aux obligations que leur impose le droit international.

3. La crise en Syrie n'appelle pas une solution militaire mais un règlement politique. À défaut d'un tel règlement, la Syrie demeurera faible et pauvre et une source d'instabilité. C'est pourquoi nous appuyons pleinement l'action entreprise par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie en faveur d'un règlement politique conforme à la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité. Nous nous réjouissons, comme l'a annoncé l'ONU, que toutes les parties aient convenu de créer une Commission constitutionnelle chargée d'entamer ce processus. Il s'agit d'une initiative positive, longuement attendue, mais qui, pour porter ses fruits, devra s'accompagner d'un véritable dialogue et d'une volonté réelle d'obtenir des résultats. Nous encourageons l'ONU à réunir la Commission constitutionnelle afin qu'elle commence au plus tôt les discussions sur les questions de fond relevant de son mandat. Il demeure également essentiel de faire avancer tous les autres aspects du processus politique, comme le Conseil l'a demandé par sa résolution [2254 \(2015\)](#).

4. Nous soutenons fermement l'action d'ensemble menée par Geir Pedersen pour faire appliquer la résolution [2254 \(2015\)](#) dans son intégralité, notamment en ce qui concerne la participation effective de tous les Syriens, en particulier les femmes, au processus politique. Nous appuyons pleinement les démarches entreprises en vue d'obtenir la libération de tous les prisonniers politiques et les efforts visant à créer un environnement sûr et neutre qui permette aux Syriens d'organiser, sous la supervision de l'ONU, des élections libres, régulières et crédibles, auxquelles les personnes déplacées, les réfugiés et les membres de la diaspora pourront participer.

5. Nous soulignons l'importance que revêt l'application du principe de responsabilité dans les efforts visant à apporter une solution durable, inclusive et pacifique au conflit et, par conséquent, continuons d'appuyer les mesures prises pour

faire en sorte que tous les auteurs de violations du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits, y compris les personnes pouvant être l'auteur de crimes contre l'humanité, soient identifiés et répondent de leurs actes.

6. Alors que la situation humanitaire continue de se détériorer partout en Syrie, nous rappelons qu'il importe de garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave pour tous les Syriens et Syriennes qui en ont besoin.

7. Nous saluons les efforts déployés par les pays voisins de la Syrie qui assument l'essentiel du fardeau que constitue l'accueil des réfugiés syriens. Nous engageons la communauté internationale à leur apporter une aide humanitaire et un soutien financier, de façon à participer aux coûts de la crise des réfugiés syriens, jusqu'à ce que ceux-ci puissent rentrer chez eux librement, en toute sécurité et dans la dignité. Aucune tentative visant à provoquer sciemment un changement démographique ne saura être tolérée. Nous demandons au Régime de cesser toute action qui décourage ou entrave le retour des réfugiés et de prendre à l'inverse des mesures qui favorisent un retour librement consenti, en toute sécurité et dans la dignité.

8. Enfin, nous nous félicitons que tous les territoires contrôlés par Daech, qui a semé l'horreur en Syrie, en Iraq et dans le reste du monde, aient été libérés plus tôt cette année. Les derniers éléments de Daech et d'autres groupes terroristes désignés comme tels par l'ONU continuent toutefois de poser une menace et nous sommes résolus à leur infliger une défaite définitive. Un règlement politique en Syrie demeure essentiel pour y parvenir.

---